



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Sénégal

Question au Gouvernement n° 3906

Texte de la question

SITUATION AU SÉNÉGAL

M. le président. La parole est à M. Christian Bataille, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
M. Christian Bataille. Monsieur le ministre des affaires étrangères, au Sénégal, pays auquel beaucoup de Français sont très attachés, la situation politique prend un chemin préoccupant et l'on est au bord d'émeutes très graves.

Les opposants n'ont malheureusement plus d'autres solutions que la rue, face aux manquements à la Constitution et à l'obstination du Président sortant Abdoulaye Wade qui, en contradiction avec la Constitution cherche à briguer un troisième mandat.

De plus, il a fait arrêter des opposants, en particulier de nombreux militants du parti socialiste sénégalais d'Ousmane Tanor Dieng. Enfin, il a empêché la candidature de Youssou N'Dour.

Le groupe socialiste redit son attachement à l'héritage de stabilité et de démocratie de Léopold Sédar Senghor et de Abdou Diouf.

Le gérontocrate Wade prend le risque de plonger son pays - l'un des rares, en Afrique, à avoir été épargné par les coups d'État, souvent sanglants - dans de graves désordres.

Jusqu'à ce jour, le Gouvernement français s'est réfugié dans un mutisme consternant et cautionne implicitement ce président et son régime au bord du gouffre. Monsieur le ministre d'État, pourquoi ce silence de votre part alors que l'on a souvent entendu le Président de la République, ainsi que son gouvernement, se prononcer sur bien des situations à l'étranger, notamment en Afrique ?

Ne doit-on pas penser que vous dissimulez un soutien honteux à un président qui doit partir et à un régime à la dérive ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes.

M. Alain Juppé, *ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes*. Monsieur le député, ne confondons pas mutisme et surdité. Je me suis exprimé à de nombreuses reprises sur ce dossier. Si vous ne m'avez pas entendu, c'est qu'il doit y avoir un problème d'audition.

M. Roland Muzeau. Vous ne parlez pas assez fort !

M. Alain Juppé, *ministre d'État*. Face aux processus électoraux en Afrique, la France a pris une position d'une très grande clarté. Nous demandons tout d'abord le respect de l'état de droit et des libertés fondamentales. Nous appelons au rejet de toutes les violences, d'où qu'elles viennent. Et nous ne nous engageons pour aucun candidat, ni d'un côté ni de l'autre.

C'est très exactement la position que nous avons prise s'agissant du Sénégal, pays à longue et profonde tradition démocratique.

Le Conseil constitutionnel a validé quatorze candidatures, dont celle de M. Wade, mais il n'a pas validé celle de M. Youssou N'Dour, ce qui a provoqué un certain nombre de manifestations, parfois pacifiques, parfois violentes.

M. Roland Muzeau. Vous trouvez ça normal ?

M. Alain Juppé, *ministre d'État*. Qu'est-ce que j'ai dit et que vous n'avez pas entendu ? J'ai dit que nous regrettons que certaines sensibilités ne soient pas représentées.

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Arrogant !

M. le président. Je vous en prie chers collègues !

M. Alain Juppé, *ministre d'État*. Je le répète, vous n'avez pas entendu ce que j'ai dit et je suis très surpris de votre réaction.

M. le président. Écoutons M. le ministre dans le silence.

M. Alain Juppé, *ministre d'État*. Je disais donc que nous avons regretté que certaines sensibilités ne soient pas représentées. Nous avons même souhaité - ce que vous n'avez pas entendu non plus - que le passage de génération soit organisé : je vous garantis que, si le message n'a pas été entendu au parti socialiste, il l'a été à Dakar.

Enfin, nous avons appelé à la retenue et à l'absence de toute violence.

Pendant des années, on nous a parlé de ce qui était en grande partie un fantasme, la Françafrique. Je peux vous dire aujourd'hui que ce n'est plus qu'une chimère à laquelle vous êtes les derniers à croire.

(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)

Données clés

Auteur : [M. Christian Bataille](#)

Circonscription : Nord (22^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3906

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 février 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 2 février 2012